

---

par RENÉE FREGOSI\*

## *Les gauches en Amérique latine*

**A**U DÉBUT DES ANNÉES 2000, on parlait du « tournant à gauche » de la région Amérique Latine pour caractériser une vague de gouvernements souvent élus en réaction aux politiques ultra-libérales de certaines dictatures, puis à celles d'ajustement structurel mises en place par les démocraties dans les années 1990. On y mettait pêle-mêle des gouvernements de la gauche démocratique plus ou moins rénovée ou de centre-gauche, comme la Concertation au Chili (alliance socialistes-démocrates chrétiens) ou le *Frente Amplio* d'Uruguay (parti composé de plusieurs partis de gauche), et de nouveaux leaders populistes de différentes natures, de Chavez au Venezuela à Lula au Brésil.

En fait, « la gauche » latino-américaine a toujours regroupé au moins deux familles très différentes (comme en Europe *mutatis mutandis*): une gauche progressiste et réformiste et une gauche révolutionnaire et autoritaire, deux courants qui au long de l'histoire ont pris des formes diverses. Il existe en effet en Amérique latine, « une » gauche à plusieurs facettes, similaire à la gauche européenne: des partis socialistes apparus dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des partis communistes à partir des années 1920, puis des organisations d'inspirations trotskiste, castriste, guévariste, maoïste qui, à la différence il est vrai de la majorité de leurs homologues européennes, ont le plus souvent, entre les années 1960 et les années 1980, adopté des stratégies de lutte armée. Il existe également des partis radicaux, dans la tradition du radicalisme français de la Troisième République, comme au Chili et en Argentine, mais également des partis plus spécifiques à la région qui n'entrent pas dans ces catégories.

Dans cet ensemble très hétéroclite, la gauche progressiste et démocratique est elle-même très diverse, notamment du point de vue de l'origine de ses partis. À cet égard, les différentes vagues d'intégration au sein de l'Internationale socialiste sont éclairantes. On y

---

\* Philosophe et directrice de recherche en science politique à l'Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle. Dernier ouvrage paru : *Les Nouveaux autoritaires. Justiciers, censeurs et autocrates*, Éditions du Moment, Paris 2016.

retrouve les partis socialistes anciens, mais parfois entrés tardivement à l'Is comme le Ps chilien (en 1992), ou qui, déjà membres de l'ancienne Internationale ouvrière socialiste, ont connu des relations houleuses avec la nouvelle Is (c'est le cas du Ps argentin et du Ps uruguayen); des partis appelés libéraux ou radicaux comme le PLN du Costa Rica (1966), le Parti radical chilien (1967), le Parti libéral colombien (1992) et l'UCR argentine (1996); des partis-mouvements nationaux-populaires comme l'APRA du Pérou (1966), Action démocratique du Venezuela (1966), le PRF paraguayen (1966), ID d'Équateur (1980), le People's National Party jamaïcain (1980), New Jewel Movement de Grenade (1980), le PRD dominicain (1976), le MIR bolivien (1984), le PDT issu du mouvement gétuliste au Brésil (1985), le PRD du Panama (1984), le PRI et le PRD du Mexique (1992), le Pampra et le Konacom à Haïti (1992); de nouveaux mouvements socialistes peu représentatifs comme le Parti social-démocrate salvadorien (1996) ou Convergence social-démocrate guatémaltèque (2003); des partis précédemment engagés dans des luttes armées comme le Front sandiniste de Libération nationale du Nicaragua (1992), le MNR salvadorien (1978) aujourd'hui disparu après la mort de ses leaders Hector Oqueli en 1989 et Guillermo Ungo en 1991, et le M19 colombien (1996), aujourd'hui presque disparu aussi; ainsi que de nouveaux partis ou alliances de gauche: le PPD chilien (1992), le Nuevo Espacio uruguayen (1999) et le Partido Pais Solidario paraguayen (2003), et même un ancien parti communiste qui s'était engagé dans une guérilla: le MAS au Venezuela.

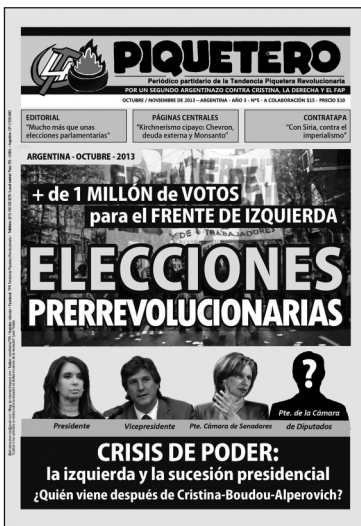
Au demeurant, le nombre de partis membres de l'Is ne doit pas masquer la faiblesse relative du socialisme démocratique et du progressisme démocratique en général, aujourd'hui comme hier en Amérique latine: même si le parti socialiste chilien constitue aujourd'hui, avec son *alter ego* le PPD, l'axe de la majorité présidentielle dans ce pays, c'est un peu l'arbre qui cache la forêt ou plutôt qui la constitue pourrait-on dire. Historiquement, plusieurs éléments ont contribué à cette faiblesse des socialistes dans la région: d'une part un militantisme syndical très radical et méfiant à l'égard des structures partisans, de l'autre une persistance oligarchique et une violence des forces de droite qui n'incitaient pas au réformisme modéré. Tandis que dès les années 1950 les socialistes européens adoptent la Charte de Francfort (rédigée lors de la réunion de recomposition de l'Internationale socialiste en juillet 1951), les socialistes latino-américains vont globalement rester plus attachés à l'idée d'une rupture radicale avec l'ordre bourgeois répressif et souvent militaire. La question de la solidarité à l'égard du régime cubain face au blocus nord-américain contribuera également à maintenir une sensibilité nettement révolutionnaire au sein des Ps et des partis démocratiques latino-américains en général, que la victoire sandiniste en 1979 au Nicaragua viendra réactiver.

Enfin, les mouvements populistes qui ont souvent prôné la révolution sociale et nationale, nonobstant leurs penchants à l'autoritarisme, ont occupé un espace considérable qui aurait logiquement pu l'être par la gauche. Si en Europe, la rencontre entre le peuple et la

nation est présente à gauche depuis son origine, c'est-à-dire la Révolution française, le nationalisme a été longtemps rattaché à ses avatars tragiques: le fascisme, le nazisme, la guerre et les génocides, les sinistres régimes croupions des révolutions nationales dont le régime de Vichy fut en France l'artisan. Il n'en va pas de même en Amérique latine où des leaders nationalistes ont obtenu des résultats positifs (même si souvent éphémères) en matière d'intégration politique et sociale, sans appartenir en rien à la gauche socialiste ou communiste. Ainsi, les grandes figures de Getulio Vargas au Brésil et Juan Domingo Perón en Argentine, qui venaient de l'extrême-droite militaire, ont chacune à leur façon permis à des masses jusque-là exclues de participer à la vie politique nationale: ouvriers des villes et des campagnes, ainsi que les femmes, à qui le droit de vote a été accordé en 1934 au Brésil et en 1951 en Argentine.

De plus, Vargas a même *in fine* ouvert la voie à un gouvernement démocratique très progressiste sous la direction de Joao Goulart, renversé en 1954 par un coup d'État soutenu par les États-Unis. De même Paz Estensoro en Bolivie, à la tête de la révolution nationale de 1952, ou encore Romulo Betancourt au Venezuela, mais aussi Omar Torrijos au Panama, ont allié idéologies nationalistes et mises en œuvre de politiques sociales et démocratiques, en rupture avec le conservatisme autoritaire traditionnel de Amérique latine. Leurs successeurs se sont d'ailleurs retrouvés dans l'Is à partir des années 1960. Mais comme tous les partis politiques, ces partis nationaux-populaires démocratiques ont connu avec le temps des phénomènes de dégénérescence et se sont impliqués plus ou moins gravement dans la corruption, ouvrant ainsi souvent la voie à de nouveaux populismes se revendiquant de la refondation nationale et de la geste révolutionnaire réactivée.

## De nouveaux révolutionnaires



D'une part, ces nouveaux révolutionnaires s'appuient alors sur des luttes urbaines comme celles des *Piqueteros* en Argentine, sur des luttes indigénistes comme en Équateur ou en Bolivie, ou encore sur l'altermondialisme. D'autre part, reprenant souvent certains thèmes de la gauche révolutionnaire passée et ralliant des masses populaires parmi les plus pauvres et les plus méprisées, des leaders se lancent à la conquête du pouvoir par les urnes. Alors, toutes les confusions se développent, et l'on a pu voir certains analystes ranger sous la rubrique «centre-gauche» Chavez au Venezuela, Evo Morales en Bolivie, Rafael Correa ou Lucio Gutierrez en Équateur. Le Venezuela de Hugo



Ricardo Lagos



Michelle Bachelet



Lula da Silva



Tabare Vasquez



Hugo Chavez

Chavez est pourtant l'archétype d'un régime autoritaire qui se déguise en démocratie par la tenue d'élections de moins en moins libres au fil du temps.

Jusqu'à la réélection de Chavez en 2006, les chefs de gouvernements progressistes comme Ricardo Lagos puis Michelle Bachelet, Tabare Vasquez et Lula da Silva se sont alors efforcés de faire baisser la tension avec ces nouvelles forces politiques radicales de la région. Mais, même si des convergences objectives existaient (lutte contre la pauvreté, conscience de la nécessité d'une intégration régionale, poids insupportable des inégalités), les divergences se sont creusées au fur et à mesure que ces populismes, au départ démocratiques, se durcissaient. Et aujourd'hui les deux gauches sont confrontées au même défi, mais chacune d'une manière qui lui est propre: l'articulation entre démocratie politique et progrès social, et entre libéralisme et socialisme.

Il s'agit en effet de répondre à la fois aux majorités silencieuses et aux minorités agitées. Des mouvements inorganisés, contestataires du « système », se font jour en Europe comme aux Amériques (au Nord et au Sud): *Piqueteros* argentins, *Indignés* espagnols, *Occupy Wall Street*, *Occupy London* ou *Nuit debout* en France. Car le populisme ne se manifeste pas

seulement au niveau des leaders et des États, le plus souvent il prend naissance au sein des sociétés. Déçus, se sentant trompés, floués par la droite comme par la gauche, les *Indignés* opposent leur radicalité à toutes les façons institutionnalisées de faire de la politique, y compris celles qui se prétendent anti-système. «Que se vayan todos!» scandaient les manifestants argentins de 2001-2002, image classique du «coup de balai» utilisé depuis longtemps par les mouvements antiparlementaristes de droite et de gauche, et slogan repris en France par Jean-Luc Mélenchon.

Cette «démocratie à la base» met en scène un peuple qui aspire à l'égalité bien plus qu'à la liberté. Cet égalitarisme se pose même comme l'antithèse de la démocratie libérale: le libéralisme politique, assimilé à l'ultra-libéralisme économique, est conquis avec lui, et l'égalité devient la fin qui justifiera tous les moyens, y compris liberticides, alors qu'à l'inverse, dans la République, l'égalité est instrument de la liberté pour tous. Désorientation idéologique, désespérance sociale, errance de rue, violence urbaine, ces mobilisations sans issue immédiate sont le symptôme d'une demande insatisfaite de projet politique et appellent donc une réflexion approfondie sur notre société en perte de sens et sur le besoin impérieux de refonder une nouvelle social-démocratie capable de retrouver prise sur le capitalisme mondial, donnant lieu à une formulation politique rouvrant l'avenir.

Quant aux leaders de la gauche radicale, plutôt que d'évoluer vers une démocratisation pragmatique, ils versent le plus souvent dans l'autoritarisme répressif. C'est cette voie dictatoriale qui a hélas été choisie au Venezuela: répression des médias, de la jeunesse et de l'opposition politique, emprisonnements arbitraires, tortures, procès truqués et empêchement de légiférer pour l'Assemblée nationale acquise au deux tiers à l'opposition depuis les élections de décembre 2015, pourtant très «contrôlées» par l'exécutif. Et le manque de perspectives de démocratisation à Cuba, malgré la réconciliation avec les États-Unis, conforte sur sa pente dictatoriale le pouvoir chaviste désormais incarné par le calamiteux Nicolas Maduro. Daniel Ortega au Nicaragua semble suivre également un chemin vers un certain type d'autoritarisme dans une alliance qui pourrait étonner avec une Église très conservatrice. Quant à Rafael Correa en Équateur et Evo Morales en Bolivie, qui ont su construire des consensus bien au de-là de leurs majorités politiques, on peut encore hésiter à qualifier leurs dérives de social-pragmatistes ou d'autoritaires, même si on peut craindre le pire face à leurs dernières entreprises de réforme constitutionnelle visant à leur réélection indéfinie.

### **Le défi de la gauche démocratique**

Pour la gauche démocratique, en Amérique latine comme en Europe, l'enjeu consiste en revanche à poser les termes d'une nouvelle forme de social-démocratie. En effet, après avoir contribué à consolider la démocratie et à faire reculer drastiquement la pauvreté, cette gauche pragmatique mais profondément convaincue que la démocratie articule les trois dimensions du politique, de l'économique et du culturel, doit trouver désormais la voie

d'une transformation sociale structurelle susceptible de lutter contre les inégalités et de promouvoir un changement durable.

Car si les électeurs, notamment les couches populaires, votent encore majoritairement pour les candidats de la gauche modérée, ils le font avec moins d'enthousiasme qu'avant et très vite après les élections, manifestent que leur confiance est limitée et conditionnée à des changements de la part des dirigeants et de leurs politiques. Certes, tandis qu'en 2002 presque 55 % des populations latino-américaines marquaient une préférence pour un régime autoritaire s'il résolvait les problèmes économiques, en 2012, les Latino-Américains plébiscitaient la forme démocratique de gouvernement à plus de 85 % (voir le *Barómetro de las Américas*). En revanche, les électeurs n'hésitent pas à remettre en cause leurs dirigeants en cours de mandat et à provoquer ainsi une certaine instabilité gouvernementale.

C'est ainsi qu'Ignacio Walker parle de paradoxe de la démocratie latino-américaine depuis les années 2000 : un attachement fort à la démocratie mais un non respect de ses règles institutionnelles, notamment celles concernant le temps des mandats. Des mobilisations populaires tendant ainsi à pousser à la démission des présidents élus démocratiquement se sont multipliées en Amérique latine dans les années 1990-2000, notamment en Équateur (Jamil Mahuad en 2000 et Lucio Gutiérrez en 2005), en Bolivie (Gonzalo Sánchez de Lozada en 2003, puis Carlos Mesa en 2005) ou en Argentine (Fernando de la Rúa en 2001, puis ses successeurs provisoires éphémères, Ramon Puerta, Adolfo Rodriguez Saa et Eduardo Camano).

À cet égard, l'Amérique latine ne diffère pas du reste du monde où l'on a vu également ce type de phénomènes à l'encontre de présidents tentant au demeurant d'instituer des *democraduras* ou en français « démocraturs » (dictatures déguisées en démocratie) : en Égypte face à la dérive autoritaire du président Morsi qui, après avoir été élu démocratiquement un an plus tôt, fut démis de ses fonctions par un coup de force civico-militaire en juillet 2013, ou en Ukraine, où le parlement a voté en février 2014 la destitution du président Ianoukovitch élu démocratiquement en 2010 mais présentant lui aussi des signes de dérive autoritaire.

Dans le même sens, plutôt qu'à des coups d'État militaires comme par le passé, on assiste également depuis quelques années à une autre méthode de destitution de gouvernements démocratiquement élus : les procédures d'impeachment, ou destitution légale, que d'aucuns considèrent comme des coups d'État institutionnels. Cela s'est produit en Équateur en 1997 (destitution de Abdalá Bucaram par le Congrès avant sa démission), au Honduras en 2009 (destitution de Manuel Zelaya par le Parlement), au Paraguay en 2012 (destitution de Fernando Lugo par le Sénat avant sa démission) et aujourd'hui au Brésil. Les deux processus, l'un venu de la base par des manifestations spontanées antigouvernementales, l'autre venu d'une partie de la classe politique, se rencontrent ainsi pour remettre en cause la légitimité des élus.

Ainsi, à peine élue, Dilma Rousseff au Brésil a dû faire face à des manifestations de défiance à l'égard de son parti et de son gouvernement, eu égard à des scandales de corruption et de détournements de fonds publics. Cette remise en question prenait le relai des grandes grèves et manifestations qui avaient marqué l'année 2013 lors du précédent mandat. Les Brésiliens ont en effet des sentiments contradictoires qui s'expriment à la fois par le vote et par les mouvements de protestation : plébisciter le cycle des réformes initié il y a douze ans par Lula et poursuivi par Dilma et, en même temps, exprimer une volonté de renouvellement. Tandis qu'elle a été réélue avec 51,6% des voix au second tour, Dilma Rousseff connaît une chute de popularité importante dans l'opinion : elle perd 19 points en quelques mois passant de 42% d'opinions favorables à 23% tandis que 44% considèrent que sa gestion est mauvaise ou très mauvaise. Alors la droite politique, jusque là toujours très divisée, s'est unie dans une manœuvre politicienne habile : la mise en œuvre de la destitution de la présidente affaiblie.

Sans en arriver à ces extrémités, la situation chilienne s'est elle aussi dégradée. La présidente Michelle Bachelet a vu également sa cote de popularité baisser à cause d'un scandale de corruption qui a touché son fils : alors qu'elle a été élue au second tour avec 62,17% des voix, fin février 2015 elle est tombée à 31% d'opinions favorables alors que quinze jours avant le scandale elle en obtenait encore 44% (voir *Infolatam*). Mais au-delà des opinions publiques changeantes, le Chili de la *Concertación* se trouve, comme le Brésil du PT, en fin de cycle. La pauvreté a reculé considérablement en vingt ans et la réforme fiscale récente a commencé timidement à s'attaquer à la question d'une redistribution des revenus, dépassant le cadre des politiques d'assistance. La convocation d'une Constituante pourrait redonner un élan au changement, mais encore faudrait-il que cela s'accompagne d'un renouvellement du personnel politique, des alliances politiques et surtout d'un nouveau projet réformiste en profondeur.



Jose dit « Pepe » Mujica

C'est au même type de problème que se trouve confrontée la gauche uruguayenne malgré son nouveau succès électoral et la persistance du *Frente Amplio* au pouvoir depuis trois mandats présidentiels successifs.

En novembre 2014, les Uruguayens ont en effet choisi la continuité en élisant au second tour avec 53% Tabaré

Vazquez, prédécesseur du président sortant, le très populaire « Pepe » Mujica, issu du même parti. Non seulement le nouveau président est en désaccord avec certaines des réformes sociétales promues par Mujica (légalisation de l'IVG et du cannabis), mais il lui faudra s'attaquer à des réformes structurelles pour redynamiser l'économie et insérer plus efficacement

le pays dans l'intégration régionale. Et le personnel politique à gauche gagnerait à un certain rajeunissement, même si l'âge moyen en Uruguay est bien plus élevé que dans le reste de la région: Tabaré n'a « que » 74 ans, tandis que Mujica en avait 79!

Au demeurant, quelles que soient les situations particulières, les régimes autoritaires à façade électorale comme les remises en cause populaires des mandats présidentiels se trouvent renforcés par la défaillance ou la crise des organisations partisans tout autant de droite que de gauche. La crise de la social-démocratie en Europe comme en Amérique latine en est un des éléments structurant. Le cas le plus emblématique des années 2000 est précisément constitué par le pouvoir chaviste au Venezuela, qui s'est installé en pleine crise de l'État démocratique re-distributeur du parti Action démocratique (affilié à l'Internationale socialiste), efficace dans le passé et qui dysfonctionnait gravement en 1998 lorsque, « en sauveur », Chavez gagna les élections. Et dans l'histoire en effet, fréquemment en Amérique latine mais également en Europe, la crise des partis de gauche a ouvert la voie aux populismes de tout poil, de l'Italie mussolinienne à l'Argentine péroniste, de la France gaulliste au Pérou des Fujimori, père et fille.

Les social-démocraties en Europe, comme en Amérique latine, portent ainsi, aujourd'hui encore, une lourde responsabilité dans le développement de ces radicalismes populistes autoritaires. Car elles n'ont généralement pas su affronter la réalité de la nouvelle phase de mondialisation qui pulvérise les frontières et les certitudes nationales, et interdit les compromis entre le capital financier, anonymisé et transnationalisé qu'il est devenu, et le travail, resté local, désormais précarisé et raréfié.

### **Libéralisme versus autoritarisme**

Construites à travers les luttes ouvrières et électorales dans le cadre des États-nations, les social-démocraties ont été les grands acteurs du *Welfare State* dès les années 1930 en Europe du Nord, en Suède notamment, des Trente Glorieuses en Europe du Sud après 1945 et de l'État providence dans certains pays latino-américains dans les années 1960-1970, en particulier au Costa Rica du PLN et surtout au Venezuela de Romulo Betancourt (pays refuge des opposants aux dictatures qui s'abattent sur la région, et contre-modèle progressiste non communiste aux régimes militaires). Elles ont produit les sociétés les plus prospères, égalitaires et démocratiques de l'époque moderne. Puis elles se sont dégradées: poussée démographique, dégénérescence des partis politiques (selon la « loi d'airain » de Roberto Michels), transnationalisation culturelle, et surtout fin du système de Bretton Woods, libéralisation des flux de capitaux, informatisation de la finance internationale.

En 1996, deux intellectuels indépendants – Jorge Castaneda et Roberto Mangabeira Unger – invitent des responsables politiques du continent à débattre d'une « alternative latino-américaine » et quatre réunions plus tard, en janvier 1998, ils publient un article dans *The Economist* (qui sera repris dans la revue mexicaine *Nexos* puis dans celle du Ps français



la *NRS*) intitulé «*Despues del neoliberalismo: un nuevo camino*». Il est sans doute signifiant que l'article paraisse d'abord en Grande-Bretagne alors qu'il est censé être destiné aux Latino-Américains. Mais c'est qu'entre-temps, le débat est en train de tourner à la polémique à partir de la proposition de «troisième voie» de Tony Blair.

Arrivé au pouvoir en 1997, le nouveau leader travailliste avance son projet et se lance dans un prosélytisme agressif pour reformater la gauche. Ainsi, il lance un manifeste avec Schröder en 1999 en direction des Espagnols, Suédois et Belges, qui aura des échos en Europe de l'Est et provoquera une onde de choc tant en Europe qu'en Amérique latine où les deux initiatives vont se croiser pour produire des effets jusque dans l'Is. Effet de mode ou réponse commode à un véritable problème à la fois identitaire et stratégique? Les deux sans doute. Toujours est-il que le débat fait long feu. Lors du congrès de l'Is à Sao Paulo en octobre 2003, le Comité Amérique latine a encore été agité par cette question de la troisième voie. Les partis membres de l'Is en Amérique latine se sont en fait divisés sur un (faux) débat classique: «Rester à gauche ou virer à droite?», sans aborder le fond du problème du changement d'époque.



Tony Blair et Ricardo Lagos

Les partis chiliens (Ps et Pps) qui avaient pourtant présenté une sorte de voie médiane lors de l'affrontement ont été écartés; peut-être parce que Ricardo Lagos est souvent présenté comme un tenant latino-américain de l'option blairiste. Pourtant, s'il accepte en effet sans préjugé ni dogmatisme le terme de troisième voie pour définir «une réponse social-démocrate classique dans un contexte capitaliste libéral», Ricardo Lagos se distingue nettement des propositions blairistes préconisant le recours au marché ou aux solidarités communautaires plutôt que l'intervention étatique. Car, dit-il dans une interview

en 2000 à la revue *Politique internationale* (n°88, été 2000), «en Amérique latine [...] le défi est de construire un réseau de protection sociale qui n'existe pas encore. [...] Aujourd'hui, nul ne discute la nécessité de conduire des politiques macro-économiques sérieuses et responsables, d'avoir un budget équilibré, une politique monétaire stable, d'éviter de trop profonds déficits commerciaux. Encore faut-il [...] y ajouter une politique sociale. Le Chili a été un bon élève du FMI. En dix ans, nous avons doublé le PIB, ce dont je suis très fier. Il n'empêche: la distribution des revenus est toujours aussi inégale».

Quoi qu'il en soit, le grand mérite de la « troisième voie » blairiste comme du « nouveau chemin » proposée par les réformistes latino-américains dans les années 2000 avait été de souligner l'importance de la prise en compte de la mondialisation et des alliances politiques au centre pour construire un nouveau projet social-démocrate. Mais si le blairisme pêchait par excès de libéralisme économique et anti-keynésianisme dogmatique, la voie latino-américaine était quant à elle insuffisamment soutenue, portée uniquement par des intellectuels sans partis et des leaders de partis politiques décrépits ou trop travaillés en interne par un tropisme gauchiste comme c'est le cas du Ps chilien.

Faute de s'engager résolument dans cette vaste rénovation, les sociaux-démocrates ont ouvert une fois encore dans notre histoire un espace pour une autre « gauche », sans véritable projet non plus, mais avec un discours mobilisateur justicialiste, revanchard et violent, usant de tous les ressorts du populisme éternel. La gauche démocratique devra sans doute oser théoriser le réformisme d'aujourd'hui en intégrant le niveau supranational, compte tenu du stade de globalisation déjà atteint par la réalité capitaliste contemporaine. En Amérique latine comme en Europe, la gauche réformatrice se trouve au défi de trouver un nouveau souffle pour s'attaquer aux inégalités insupportables et affronter les populismes de tous poils qui coagulent un instant les espoirs et les désespoirs des populations pour les abandonner ensuite, plus éparses et désemparées que jamais.

En Amérique latine, après l'*aggiornamento* des transitions à la démocratie dans les années 1980-1990, puis la débâcle des gouvernements néo-populistes des années 2000 à nos jours, la gauche doit retrouver également le chemin du libéralisme politique, souvent dans une convergence avec une droite politique qui elle aussi, après son renoncement à la dictature, a commencé à se construire sur des bases démocratiques. Selon les pays, des alliances politiques entre le centre et la gauche démocratique sont possibles, comme c'est le cas en Argentine entre le président Mauricio Macri et les radicaux de la URC, et probablement en Bolivie dans un futur proche pour aborder l'élection présidentielle peut-être autour de la personne à la fois brillante et rationnelle de Carlos Mesa.

Mais quelle que soit la formule du système de partis, la gauche démocratique doit rompre définitivement avec son penchant autoritaire léniniste ou populiste, de même que la droite doit rompre explicitement avec le recours à l'autoritarisme politique militaire ou civil.

Cela passe nécessairement par une revalorisation du libéralisme politique dans ses fondements : défense inconditionnelle des libertés individuelles et collectives, séparation des sphères publique et privée, respect des institutions représentatives articulé à une organisation de la liberté d'expression et de la participation citoyenne la plus étendue.